

AVIS

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : 10 européenne ouverte

Type de marché : travaux

Date limite de remise des plis : 30/05/2025 10:00

Intitulé :

Travaux de déconstruction à exécuter dans l'intérêt du projet de la Cité de l'Aéroport au Findel - démolition

Description :

Déconstruction de

- 2 maisons d'habitation unifamiliales.
- 13 bâtiments d'habitation jumelés.
- 4 bâtiments avec des garages.

Sécurisation du site par des clôtures en treillis métallique (500 m).

Remblais en matériaux de démolition (2000 m³).

Tri des matériaux. Démontage soigné d'éléments pour la récupération.

La durée des travaux est de 125 jours ouvrables, à débiter au cours du 2e semestre 2025.

Critères de sélection :

Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumission.

Conditions d'obtention du dossier :

Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Réception des plis :

Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

No avis complet sur pmp.lu : 2501056

GESONDHEET

SOCIAL

Le coût délirant du stress au travail

Fabien Grasser

Une étude publiée par l'Institut syndical européen à l'échelle continentale pointe le coût exorbitant du stress au travail, tant humain qu'économique. Les résultats témoignent de la dégradation croissante des conditions de travail et de ses effets sur la productivité, dont le patronat déplore une perte de gains. Le Luxembourg fait partie des pays européens où la situation est particulièrement mauvaise.

Combien coûte le stress au travail à l'économie européenne ? Entre 45 et 103 milliards d'euros, évalue une étude de l'Institut syndical européen (ETUI), présentée à Bruxelles ce 28 avril, dans le cadre de la Journée internationale de la sécurité et de la santé au travail. Un coût faramineux qui est supporté à 80 % par les entreprises des 28 pays étudiés, à savoir l'Union européenne et le Royaume-Uni. Basé sur des données de 2015, ce travail a été mené par cinq chercheuses et chercheurs de l'université du Québec et de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) en France. Il s'agit d'une étude sans précédent, précise l'ETUI, qui en est le commanditaire.

Pour parvenir à ses conclusions, l'équipe de recherche s'est basée sur cinq risques psychosociaux clairement identifiés au travail, susceptibles de générer des dépressions et d'autres maladies chez les salarié·es : la tension au travail (des exigences élevées combinées à une faible autonomie), les longues heures de travail (plus de 55 heures hebdomadaires), le déséquilibre entre efforts et récompenses (quand les efforts fournis ne sont pas reconnus, ni rémunérés ou valorisés à la hauteur de l'investissement), l'insécurité de l'emploi (sentiment de ne pas avoir la garantie de conserver son travail) et le harcèlement moral au travail (des comportements répétés visant à intimider, humilier ou exclure un salarié sur son lieu de travail). Cette étude menée selon des méthodes scientifiques alimente utilement le débat au moment où les discours patronaux sur la compétitivité remettent en cause nombre d'acquis sociaux.

En termes de santé, le stress au travail est à l'origine de maladies coronariennes et d'AVC, dont le coût est chiffré entre 12 et 14 milliards d'euros à l'échelle européenne. Elles sont plus

fréquentes en Europe de l'Est, qui est en revanche moins touchée par les dépressions. Le coût de ces dernières est particulièrement élevé en termes d'absence pour maladie, mais aussi de présentisme, un terme désignant pour un·e salarié·e le fait d'aller travailler alors qu'il ou elle est malade. Dans tous les cas, les effets sur la productivité sont tangibles.

En matière de dépressions liées au travail, le Luxembourg est loin de faire bonne figure, se classant sixième sur 28 pays, derrière la France, la Belgique, la Finlande, l'Irlande et les Pays-Bas. En 2015, le coût des dépressions ayant pour origine des risques psychosociaux au travail au Luxembourg atteignait 49 millions d'euros pour 100.000 salarié·es. « Ces résultats doivent interpeller : le Luxembourg ne peut plus ignorer le coût humain et économique de la santé mentale au travail », affirme Dimitra Theodori, responsable de l'unité santé et sécurité au travail à l'ETUI. « Il est temps de traiter le bien-être mental au travail comme un droit fondamental », ajoute-t-elle.

Chasse aux malades

Un constat que fait aussi Sylvain Hoffmann, le directeur de la Chambre des salariés (CSL), pour lequel l'étude de l'ETUI corrobore les résultats du Quality of Work Index, publié chaque année par l'institution syndicale luxembourgeoise : « Les risques psychosociaux liés au travail ne sont pas suffisamment pris en considération et on peut espérer qu'une telle étude change le point de vue patronal, car cela démontre une situation particulièrement grave. » Il cite l'exemple du présentisme, rappelant qu'une étude récente de la CSL montre qu'en 2024, les salarié·es ont travaillé en moyenne 12 jours en étant malades, contre seulement 5 jours d'absence pour maladie. « Quelque 85 % de salarié·es déclarent qu'ils vont travailler même quand ils sont malades », cite le directeur de la CSL. « Le coût du présentisme est très élevé pour les employeurs en termes de productivité », poursuit Sylvain Hoffmann, qui attribue la croissance de ce phénomène à « la peur de perdre son emploi, alors qu'il y a un ralentissement sur le marché du travail, et surtout à la loyauté vis-à-vis de l'entreprise et des collègues ». Soit une explication en



Les coûts du stress au travail sont principalement liés aux pertes de productivité dues aux absences pour cause de maladie et au présentisme.

contradiction avec celle avancée par le patronat qui fait de la lutte contre l'absentéisme l'un de ses chevaux de bataille.

Il s'agit « d'un véritable fléau touchant de plein fouet des entreprises déjà fortement secouées par une économie qui tourne au ralenti depuis deux ans, une productivité qui ne croît plus depuis 20 ans, et une rentabilité des plus faibles en comparaison européenne », s'alarme l'UEL dans une tribune publiée le 19 février dernier sur le site de la principale organisation patronale. Selon les chiffres de l'IGSS (Inspection générale de la sécurité sociale), cités par l'UEL, le taux d'absentéisme a atteint 4,6 % en 2023, soit une hausse de 18 % depuis 2019. Le patronat estime dès lors que « les employeurs sont en droit de s'interroger sur la banalisation de l'absentéisme depuis la crise du covid ». Multipliant les sous-entendus accusateurs vis-à-vis des salarié·es, la tribune de l'UEL appelle le gouvernement à intensifier les contrôles et les sanctions ou encore à réfléchir à l'instauration de journées de carences, pendant lesquelles les employé·es malades ne sont pas indemnisés. Mais nulle mention, dans cette diatribe, des conditions de travail qui se dégradent au point de peser de plus en plus lourdement sur la santé mentale des salarié·es, comme le documente année après année, le Quality of Work Index de la CSL.



woxx
www.woxx.lu

paraît tous les vendredis

FEMINISMUS

FÉMINISATION DES NOMS DE RUES

Des progrès lents mais tangibles

Tatiana Salvan

« Le manque croissant d'autonomie rend le stress plus insupportable, tout comme le nombre élevé d'heures de travail », identifie notamment Sylvain Hoffmann. Le directeur de la CSL avance le chiffre de 43 heures de travail hebdomadaire réellement effectuées au Luxembourg. « C'est trois heures de plus que la durée légale, mais si l'on y ajoute le temps de trajet, cela grimpe en moyenne à 53 heures pour les frontaliers et à 49 heures pour les résidents. » La pression mise sur les salarié-es « permet peut-être des gains à court terme, mais elle s'avère catastrophique à moyen et long termes. » Partie prenante aux discussions sur la réforme des pensions, Sylvain Hoffmann note que « la question de la pénibilité au travail est désormais prise en compte par le patronat et le gouvernement. Mais la pénibilité n'est pas que physique, elle est aussi mentale, mais les risques psychosociaux ne sont pas pris au sérieux. »

Assurément faramineux, le coût économique du stress au travail se double d'un coût humain tragique : « En 2015, près de 5.000 décès liés à la dépression dans l'Union européenne sont attribuables aux risques psychosociaux au travail », relève Hélène Sultan-Taïeb, de l'université du Québec, qui a dirigé le projet de recherche en collaboration avec Isabelle Niedhammer, de l'INSERM. « Si les cas de dépression sont plus fréquents chez les femmes, ce sont les hommes qui concentrent l'essentiel des années de vie perdues, en raison d'un taux de suicide plus élevé », détaille encore l'étude. Mais « ces décès restent rarement reconnus comme liés au travail », ce qui contribue « à leur invisibilité dans les systèmes de santé publique », déplore l'ETUI. Il n'y a aucune fatalité à cette spirale. Elle peut être brisée par la mise en place de politiques de prévention des risques psychosociaux. Ce qui, dans les entreprises, passe par « des changements organisationnels visant à éliminer la violence et les brimades sur le lieu de travail, à développer les récompenses et la latitude professionnelle, et à atténuer l'insécurité de l'emploi ». Pas vraiment l'air entonné par les organisations patronales européennes ces temps-ci.

Depuis 2009, le Conseil national des femmes du Luxembourg met en lumière le manque de noms féminins octroyés aux lieux publics du grand-duché. Un manquement qui n'est pas anodin et qui participe à l'invisibilisation des femmes dans l'Histoire. Mais la prise de conscience semble avoir enfin eu lieu.

Rue Yvonne Hostert, place Simone Veil, chemins Sophie Scholl, Ruby Bridges et Malala Yousafzai : sur sept rues du futur quartier Rout Lëns dont le conseil communal d'Esch-sur-Alzette a récemment entériné la dénomination, la part belle est faite aux femmes. La démarche s'appuie sur une volonté de « rééquilibrer la toponymie locale et de rendre justice aux figures féminines ayant contribué à l'histoire et au progrès », a fait savoir la deuxième ville du pays dans un communiqué. Il s'agit en effet pour la Métropole du fer de marquer son attachement à l'histoire locale tout en mettant en lumière les réalisations des femmes – et, au passage, de s'engager contre l'extrémisme face à la montée de mouvements populistes et d'extrême droite en Europe, trois femmes qui ont connu l'horreur du nazisme, ou témoigné de ses effets, ayant été choisies (Hostert, Veil et Scholl). Afin d'inspirer les plus jeunes, deux rues portant le nom d'une personnalité féminine engagée se situent aux abords d'établissements scolaires : le chemin Ruby Bridges, près du Generatiounscampus Wobrécken, d'après la première enfant afro-américaine à intégrer une école autrefois réservée aux Blancs, et, pour se rendre à l'école du Brouch, le chemin Malala Yousafzai, cette jeune Pakistanaise récompensée par

le prix Nobel de la paix et symbole de la lutte en faveur de l'éducation des filles, qui avait été blessée d'une balle dans la tête par les talibans.

« On se réjouit de cette initiative ! », a commenté avec enthousiasme Monique Stein, responsable du service « politique communale d'égalité entre femmes et hommes » au sein du Conseil national des femmes du Luxembourg (CNFL). Le CNFL pointe en effet depuis de nombreuses années l'invisibilisation des femmes et la modeste place qui leur a été réservée dans la vie publique au cours de l'histoire. Lors du premier recensement du nombre exact de rues au Luxembourg portant le nom d'une femme, effectué en 2009 par le CNFL, le constat avait été sans appel : 57 rues seulement mettaient à l'honneur une figure féminine, soit 1,5 % des rues à peine, alors que 17 % rendaient hommage à un homme, la majorité des rues du pays portant un nom neutre, issu de la géographie ou du monde végétal.

Le CNFL pointe depuis de nombreuses années l'invisibilisation des femmes et la modeste place qui leur a été réservée dans la vie publique au cours de l'histoire.

Un phénomène qui n'est évidemment pas propre au Luxembourg : on estime ainsi que, en France, seules 6 % environ des rues rendent hommage à des femmes tandis que, d'après les

membres du réseau European Data Journalism Network, les rues de 30 des plus grandes villes d'Europe nommées d'après des personnes représentent des hommes dans 91 % des cas.

Or, nommer des rues est tout sauf anodin : c'est un choix profondément politique et un geste symbolique fort. Témoignage du maintien d'une politique particulière ou au contraire d'une certaine émancipation, attribuer le nom d'une personne à un lieu (ou à un bâtiment), c'est la célébrer, c'est estimer qu'elle est digne d'être honorée publiquement, et cela démontre le choix des valeurs que la collectivité décide de mettre en avant (la résistance ou la liberté par exemple). Les noms des lieux publics participent aussi à la construction d'une mémoire collective, avec là encore des motivations politiques sous-jacentes, l'histoire n'étant jamais réellement neutre.

Afin de « faire sortir les femmes méritantes de l'oubli et de leur rendre une place dans le patrimoine historique » national, le CNFL a dès lors décidé de mettre en place l'action « Les rues au féminin », qui entend pousser les responsables politiques à accroître la visibilité des femmes méritantes au niveau des communes. Dans ce cadre, le CNFL organise aussi depuis 2021 l'initiative « Affichons l'égalité », qui, chaque année au mois de mars, autour de la Journée internationale des droits des femmes, invite les communes à rebaptiser temporairement des rues existantes avec des noms de femmes ayant marqué l'Histoire. Environ une quinzaine de communes relèvent le défi chaque année. « C'est souvent un premier pas avant d'attribuer à une femme une rue officielle », constate Monique Stein. Le public, lui, semble accueillir favorablement l'initiative : « Il nous arrive de recevoir des mails de la part de citoyens qui saluent l'idée et nous demandent pourquoi telle femme n'a une rue que pendant un mois seulement. C'est exactement ce genre d'interrogation que l'on cherche à susciter », explique la responsable.

Le travail de sensibilisation mené par le CNFL a en tout cas produit des résultats positifs : en 2023, date de son dernier recensement, 247 rues luxembourgeoises portaient désormais le nom d'une femme, soit 2,7 % des rues. 140 femmes différentes ont été choisies par les autorités communales. « Je vais procéder à un nouveau



Une biographie à portée de clic

Afin de permettre aux passant-es de découvrir facilement et rapidement l'histoire de ces femmes méritantes mises à l'honneur dans l'espace public, le CNFL a également lancé le projet « Qui êtes-vous madame ? ». Des plaques dotées d'un visuel et d'un code QR sont ajoutées par les communes participantes aux côtés des plaques existantes et permettent d'accéder via un smartphone à une courte biographie, consultable en trois langues (français, allemand, anglais).

FEMINISMUS



PHOTO: CNFL

2,6 % des rues luxembourgeoises portent le nom d'une femme.

recensement cette année, et je suis certaine qu'il y aura encore davantage de rues mettant en avant une femme méritante », annonce Monique Stein. « Le taux de rues portant un nom de femme augmente, tandis que celui des rues portant le nom d'un homme reste stable, aux alentours de 17 %. Les progrès sont donc certes lents, mais bien réels. »

Cette lente progression ne témoigne pas nécessairement d'une mauvaise volonté de la part des élu·es, mais souvent, bien plus simplement, du fait que peu de rues sont nouvellement créées. « Je ne crois pas que ce qui fait débat aujourd'hui soit le fait de mettre en avant une femme », commente Monique Stein. « Lorsqu'il faut nommer de nouvelles rues, les communes essaient désormais de le faire de manière paritaire. Dudelange a même nommé toutes les rues d'un nouveau quartier d'après des femmes (le quartier Lenkeschléi, ndlr). »

Attribuer le nom d'une personne à un lieu (ou à un bâtiment), c'est estimer qu'elle est digne d'être honorée publiquement, et cela démontre le choix des valeurs que la collectivité décide de mettre en avant.

Les discussions portent plutôt sur des valeurs que la commune souhaite mettre en avant, et parfois, tout comme pour un homme, le parti politique auquel la personne a appartenu peut créer un débat par exemple. » Pas question en tout cas pour le CNFL de susciter la polémique en demandant aux communes de remplacer les rues portant des noms d'hommes : « Nous ne sommes pas dans cette démarche,

c'est aux communes de décider », explique Monique Stein.

En tout cas, ce n'est pas le manque de femmes méritantes qui devrait poser problème pour attribuer un nom aux nouvelles rues – argument qui a pu être entendu par le passé et qui ne témoigne, là encore, que de l'effacement historique des contributions féminines. Pour preuve, la dernière brochure réalisée en 2022 par le CNFL, qui dressait 47 nouveaux portraits de femmes, ainsi que ses listes de propositions de femmes luxembourgeoises et non luxembourgeoises : « Les femmes méritantes sont nombreuses ! Et je découvre toujours de nouvelles personnalités ! Il y en a tellement qu'on ne peut pas toutes les connaître. Parfois, au CNFL, nous recevons également des suggestions de la part du public ou des communes », indique Monique Stein, qui réalise elle-même les biographies et tient à préciser : « Je ne suis pas historienne, il ne s'agit pas de biographies exhaustives, mais d'une mise en lumière, pour que les passants sachent pourquoi ces femmes ont du mérite. »

La population est d'ailleurs invitée à compléter cette liste de femmes méritantes et à leur rendre ainsi justice, en faisant part de ses suggestions via le site rues-au-feminin.lu.

Les noms féminins les plus donnés

1. Grande-duchesse Charlotte (22 rues)
2. Marie Curie (7 rues)
3. Aline Mayrisch-de Saint-Hubert (6 rues)

Le classement est établi d'après le dernier recensement effectué par le CNFL, en 2023.

ARMENIEN UND ASERBAIDCHAN

Noch immer der Feind

Marcus Latton

Westliche Politiker feiern das geplante Friedensabkommen zwischen Aserbaidschan und Armenien. Doch die Forderungen des Regimes von Präsident Ilham Alijew sind für Armenien weiterhin bedrohlich.

Der 13. März markierte für Diplomaten einen Moment, in dem man eben das sagt, was man über einen der vertracktesten zwischenstaatlichen Konflikte sagen muss. „Historisch“ sei der Verhandlungsabschluss zwischen Armenien und Aserbaidschan über ein Friedensabkommen und „übereinstimmend mit Präsident Trumps Vision einer friedlicheren Welt“, verkündete US-Außenminister Marco Rubio. Es sei „ein entscheidender Schritt“, so die EU-Außenbeauftragte Kaja Kallas, und der deutsche Bundespräsident Frank-Walter Steinmeier hegte bei seiner Südkaukasus-Reise und Besuchen in Eriwan und Baku Anfang April die Hoffnung, es gebe vielleicht „zum ersten Mal die Chance“ auf Frieden und Stabilität.

Das Abkommen ist noch kein abschließender Friedensvertrag. Einige der Eckpunkte dürften jedoch schwer nachzuverhandeln sein: So soll die Minsk-Gruppe der „Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa“ (OSZE) aufgelöst werden. Sie wurde 1992 nach dem ersten Krieg zwischen den beiden einstigen Sowjetrepubliken um die völkerrechtlich umstrittene Region Bergkarabach (auch Nagorny Karabach oder Artsach genannt) eingesetzt, um den Konflikt beizulegen, und wird offiziell von den USA, Russland und Frankreich geleitet. De facto war die Minsk-Gruppe stets ein Papiertiger. Ihre Machtlosigkeit zeigte sich eindrucksvoll beim 44-Tage-Krieg von 2020, bei dem das von der Türkei, Russland und Israel hochgerüstete Aserbaidschan Armenien und die Karabach-Armenier, die sich für sich unabhängig erklärt hatten, besiegte.

Die unilateral von Russland eingesetzten „Friedenstruppen“ zur Sicherung des Waffenstillstands von 2020 konnten dem jüngsten großen aserbaidshianischen Angriff von 2023 nichts entgegensetzen („Mehrere Niederlagen“, woxx 1754). Er führte zur „ethnischen Säuberung“ Bergkarabachs und der Flucht seiner verbliebenen 100.000 armenischen Bewohner nach Armenien („Anspannung nach dem Sturm“, woxx 1799). Ein weiterer Eckpunkt: Die Grenze zwischen Armenien und

Aserbaidschan soll nicht mehr von „Drittstaaten“ patrouilliert werden. Damit sind vor allem Russland und die EU gemeint; Letztere beobachtet seit zwei Jahren im Rahmen der EU-Mission in Armenien (EUMA) mit unbewaffneten Beobachtern die Einhaltung des derzeitigen Waffenstillstands.

Andere Forderungen sind für die armenische Bevölkerung wesentlich schwieriger zu verdauen. Zum Beispiel die nach der Veränderung der Verfassung ihres Staats: Der autokratische aserbaidshianische Präsident Ilham Alijew verlangt vom armenischen Ministerpräsidenten Nikol Paschinjan, dass jegliche Bezugnahme auf Bergkarabach aus der armenischen Verfassung entfernt wird, denn mit den entsprechenden Passagen erhebe Armenien Anspruch auf aserbaidshianisches Staatsgebiet.

Den Verrat des Kreml haben die meisten Armenierinnen und Armenier nicht vergessen.

Dass ein benachbarter Diktator fordert, das Gründungsdokument des eigenen Landes zu ändern, dürfte für die meisten Armenier kaum zu akzeptieren sein. Paschinjan verwies öffentlich auf die Absurdität von Alijews Begehren. Dennoch schlägt er ein Verfassungsreferendum vor. Ob und wann dieses zustande kommt, ist unklar.

2026 steht zunächst die Parlamentswahl an. Bis dahin werden Paschinjan und seine Regierungspartei „Kaghakazian Pajmanagir“; (dt. „Zivilvertrag“) wohl weiter für das Friedensabkommen werben. Bei Regionalwahlen Ende März gab es ein erstes Zeichen, dass in der Bevölkerung viele die weitreichende Verhandlungsbereitschaft des Ministerpräsidenten mit Aserbaidschan nicht goutieren: In der zweitgrößten Stadt Gjumri beispielsweise wurde „Zivilvertrag“ zwar stärkste Kraft, konnte aber anders als bei früheren Abstimmungen nicht mehr als 50 Prozent der Stimmen gewinnen.

Armenien befindet sich in einer komplexen Ausgangsposition: Mit seiner vormaligen „Schutzmacht“ Russland sind die Beziehungen nachhaltig zerrüttet („Paschinjan will sich abnabeln“, woxx 1778), seit die Regie-

Politisch in der Klemme: Armeniens
Ministerpräsident Nikol Paschinjan
(links) mit seinem russischen
Amtskollegen Michail Mischustin.



FOTO: EPA-EFE/DMITRY ASTAKHOV / SPUTNIK / GOVERNMENT PRESS SERVICE / POOL MANDATORY CREDIT

rung in Moskau beim jüngsten Angriff Aserbaidshans ihre Beistandspflichten ignorierte, die sich aus der „Organisation des Vertrags über Kollektive Sicherheit“ (OVKS, ein Verteidigungsbündnis bestehend aus mehreren ehemaligen Sowjetrepubliken; Anm. d. Red.) ergeben. Den Verrat des Kreml haben die meisten Armenierinnen und Armenier nicht vergessen, sie befürworten mehrheitlich, dass das Land Beitrittskandidat der EU werden solle; das hat im Februar eine Parlamentsmehrheit beschlossen.

Allerdings dürfte es extrem schwierig sein, die Verbindungen zum übermächtigen Russland komplett zu kappen: Die armenische Diaspora in Russland ist groß und ökonomisch bedeutsam für den kleinen Kaukasus-Staat, die russische Armee ist weiter im Land präsent. Zudem ist Armenien weiterhin Mitglied in Russlands Eurasischer Wirtschaftsunion. Obwohl dies mit einem EU-Beitritt inkompatibel ist, verkündeten mehrere Minister aus Paschinjans Kabinett paradoxerweise, es gebe keine Pläne, die russische Freihandelszone zu verlassen.

Das autoritäre aserbaidshani-sche Regime sendet trotz der auf dem Papier gemachten Fortschritte beim Friedensabkommen vor allem eine Botschaft: Die Grenzen Armeniens werden nicht respektiert, das Nachbarland bleibt ein Feind. Im Januar nannte Ilham Alijew Armenien einen „faschistischen Staat“. Wenige Tage nach der Unterzeichnung des Abkommens beschuldigte Aserbaidshan Armenien nach Schießereien an der Grenze, den Waffenstillstand gebrochen zu haben.

Alijews wichtigstes Projekt und einer der größten Streitpunkte in den Verhandlungen ist der sogenannte Sangesur-Korridor. Um dessen Brisanz zu verstehen, ist ein Blick auf die Landkarte notwendig. Die südarmenische Provinz Sjunik ist eine schmale Landzunge, die zum Iran führt. Im Osten grenzt sie ans aserbaidshani-sche Kernland und das verlorene Bergka-

rabach, im Westen an Aserbaidshans Exklave Nachitschewan. Nachitschewan wiederum stellt Aserbaidshans einzige Grenze zur kulturell und sprachlich verwandten Türkei dar. In der panturanistischen Ideologie, die sowohl in der Türkei als auch in Aserbaidshan ihre Anhängerschaft findet, gilt das armenische Kernland und damit die Provinz Sjunik als Störfaktor, der die „Brudervölker“ künstlich voneinander trennt.

Am 5. März gastierte Ilham Alijew in Ankara, anlässlich der Eröffnung der neuen Gaspipeline zwischen dem türkischen İğdir und Nachitschewan. Dort wiederholte er, was sich in vielen seiner präsidentiellen Reden und Äußerungen seit seinem Amtsantritt 2003 wiederfindet: Sjunik (in Aserbaidshan Westsangesur genannt) sei 1920 auf ungerechte Weise von der Sowjetführung Armenien zugeschlagen worden, um Aserbaidshan zu spalten. Aus dieser Sicht müsse Sjunik Aserbaidshan zugeschlagen werden, um die Anbindung an Nachitschewan herzustellen. Und obwohl Alijew von Armenien die Änderung der Verfassung verlangt, weil darin Bergkarabach erwähnt wird, finden sich in der Verfassung seines eigenen Staats Passagen,

die einen territorialen Anspruch auf Westsangesur begründen.

Alijews wichtigstes Projekt und einer der größten Streitpunkte in den Verhandlungen ist der sogenannte Sangesur-Korridor.

Die geplante Einrichtung des Sangesur-Korridors als permanente Verbindungsstraße zur Exklave wirft in Armenien viele Fragen auf: Wer soll diese Passstraße militärisch überwachen? Könnte die Einrichtung der Trasse das armenische Gebiet zerschneiden? Welche Seite soll sie in stand halten? Und: Ist die Einrichtung gar nur der erste Schritt für einen weiteren militärischen Konflikt und für eine Annexion Sjuniks? Schon 2021 drohte Alijew in einem Interview mit dem aserbaidshani-schen Staatsfernsehen, er werde den Sangesur-Korridor notfalls „mit Gewalt durchsetzen“. Während Paschinjan als Bedingung für den Waffenstillstand schon 2020

der Einrichtung von regionalen Verbindungswegen zustimmte, ist die genaue Implementierung seitdem ungeklärt.

Die regionalen Großmächte verhalten sich zur Frage der neuen Transportroute unterschiedlich: Während die Türkei und Russland Unterstützung zusicherten, stellt sich die Islamische Republik Iran, deren Beziehung zu Aserbaidshan angespannt ist, in diesem Konflikt auf die Seite seines christlichen Nachbarlands. „Wir haben unseren Standpunkt gegenüber Russland und anderen Ländern klar ausgedrückt“, sagte der iranische Botschafter in Armenien, Mehdi Sobhani, am 6. Februar bei einer Pressekonferenz in Eriwan. „Wir sind gegen eine Trasse unter internationaler Kontrolle, wie auch gegen jegliche Initiative, die die existierenden Grenzen zu verändern sucht und geopolitische Verschiebungen fördert.“ Die Furcht vor dem Verlust der territorialen Anbindung an Armenien demonstriert unfreiwillig die Grenzen der iranisch-russischen Allianz.

Markus Latton arbeitet als freier Autor und Reporter für Presse und Radio.